

Défis sécuritaires, migrations, instabilité et extrémisme violent au Sahel

Yahia H. Zoubir

Professeur d'études internationales et de gestion internationale

Directeur de recherche en géopolitique
KEDGE Business School, Marseille

Le Sahel : « le couloir de tous les dangers »

Le Sahel, qui s'étend de la Mauritanie au Soudan ¹, est une immense zone éco-climatique (située) sur la frange sud du désert du Sahara ; il compte une population disséminée de 150 millions d'habitants (OCHA, 2016). Les frontières, perméables, ont de tout temps été franchies librement par des marchands qui passaient par la ville historique de Tombouctou au nord du Mali. Dans les années 1970 et 1980, le Sahel a fait les gros titres en raison de sécheresses et de famines qui ont causé la mort de plus de 100 000 personnes et en ont touché 50 millions d'habitants, dont un million s'est retrouvé dépendant de l'aide alimentaire. Aujourd'hui, le Sahel est sur le point de subir une nouvelle tragédie, encore plus dramatique du fait de l'exacerbation de certaines conditions, particulièrement au Mali et au Niger, suite à la guerre civile en Libye et à la chute du gouvernement Kadhafi après l'intervention de l'OTAN en 2011 (Zoubir, 2012). Le Sahel, qu'un haut responsable algérien appelle le « *couloir de tous les dangers* », (interview d'un ancien Premier ministre en septembre 2011) a aussi été surnommé « le Sahelistan », (Laurent, 2013) en référence à l'Afghanistan d'avant 2001, c'est à dire une région hors de contrôle où les djihadistes pouvaient suivre un entraînement militaire et préparer

des attaques terroristes de nature transnationale, en particulier contre les intérêts occidentaux à la fois sur le sol européen et dans le voisinage du Sahel, ou contre les gouvernements de la région (par exemple le Mali et l'Algérie en janvier 2013). Aujourd'hui, le Sahel se présente sous un jour sombre, d'autant que cette étendue, a toujours constitué traditionnellement, une zone d'interaction entre « l'Afrique arabo-méditerranéenne » et « l'Afrique noire », où des échanges humains, financiers et religieux de toutes sortes ont lieu. Les activités de cette région ont maintenant été remplacées par les trafics en tout genre et les routes du terrorisme, et c'est pour cela qu'elle attire l'attention d'un grand nombre de capitales : Alger, Pékin, Berlin, Bruxelles, Londres, Paris, Madrid, Riyad, Rome, et Washington en particulier, en raison des dangers qu'elle représente pour la sécurité internationale (Zoubir, 2012a).

Le Sahel présente les symptômes de tous les maux du sous-développement, mais il souffre également de la fragilité de ses États, des conflits ethniques, de la présence d'organisations extrémistes violentes (OEV), et des activités de trafic. Même si les analystes ne s'accordent pas sur une définition de ce qui constitue le Sahel (longue bande territoriale qui pour certains englobe dix pays, de l'Atlantique au bassin de la mer Rouge), nous nous limiterons dans cet article à étudier les cas du Mali et du Niger, et de façon plus périphérique, du Burkina Faso, du Tchad, et de la Mauritanie ; nous rajouterons aussi le Nigéria en raison du rôle récent qu'il a joué à la périphérie sud du Sahel et des liens qui se renforcent entre le groupe djihadiste Boko Haram et des OEV du nord du Mali.

¹ Le Sahel comprend des parties du nord du Sénégal, du sud de la Mauritanie, du centre du Mali, du nord Burkina Faso, la région la plus méridionale de l'Algérie, le Niger, la région la plus au nord du Nigéria, le centre du Tchad, le Soudan du centre et du sud, l'extrême nord du Sud-Soudan, de l'Érythrée, du Cameroun, de la République d'Afrique Centrale, et l'extrémité nord de l'Éthiopie.

Le Sahel : état des lieux

Les États du Sahel sont parmi les plus pauvres du monde, et figurent dans la catégorie du faible développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement. Sur l'échelle du développement humain, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Tchad, et le Niger se placent respectivement aux 157^e, 175^e, 185^e, 186^e et 187^e rangs. Tous les indicateurs de développement (alphabétisation, nutrition...) sont extrêmement bas (PNUD, 2016). Cette pauvreté et les conditions socio-économiques désastreuses, comme par exemple un taux de chômage important, des infrastructures éducatives et sociales faibles, et des ressources agricoles précaires, ont créé un terrain propice à l'expansion des trafics illégaux : trafics de drogue, de migrants clandestins, de cigarettes, de carburant, de médicaments, d'armes légères, de pièces détachées automobiles, et plus récemment le recrutement de jeunes gens par les OEV. Le trafic illégal d'armes, de drogues et d'êtres humains rapporterait 3,8 milliards de dollars US par an (ICG, 2015).

Le Sahel présente les symptômes de tous les maux du sous-développement, mais il souffre également de la fragilité de ses États, des conflits ethniques, de la présence d'organisations extrémistes violentes

L'instabilité générée par les différents facteurs énumérés ci-dessus empêchent le Sahel d'attirer des investissements étrangers directs ou des touristes, autrefois sources importantes de revenus. L'enlèvement d'étrangers, une des principales sources de revenu des djihadistes, a découragé les étrangers de se rendre dans la région.

Ironiquement, même si les pays du Sahel sont parmi les plus pauvres au monde, ils sont très riches en ressources naturelles : minerais de fer (Mauritanie), uranium (Niger, 4^e producteur mondial), réserves potentielles de pétrole (Tchad, Mauritanie,

et Niger). Cependant, les revenus issus des ressources naturelles, y compris le pétrole et l'uranium, sont utilisés pour permettre la militarisation et la redistribution d'une rente au profit des clans au pouvoir, créant des frustrations et des revendications de la part des groupes marginalisés. En outre, l'incapacité des États du Sahel à combattre le terrorisme et le trafic de drogue fournit des prétextes aux interventions étrangères sous couvert de sécurité, en particulier de la part des puissances désireuses de contrôler la richesse minière des États du Sahel.

De plus, le Sahel connaît une forte croissance de sa population : les taux de fertilité au Mali, en Mauritanie, au Tchad et au Niger sont de 6,4 %, 4,7 %, 6,3 % et 7,6 %, respectivement. En conséquence, la population de jeunes dans ces pays est impressionnante. Ces jeunes n'ont pas accès à l'éducation, ne peuvent pas trouver d'emploi, et ne ressentent aucune loyauté envers des États considérés comme corrompus et négligents envers leurs citoyens.

La croissance économique de ces pays est lente. Par exemple, au Niger, la croissance économique est tombée à 3,6 % en 2015 (par rapport à 7 % en 2014). (African Economic Outlook/ Perspectives économiques en Afrique, 2016). Quoique la croissance du PNB soit respectable, elle ne se traduit pas par une redistribution des richesses ou des programmes durables de lutte contre la pauvreté. En plus de toutes ces difficultés, les États du Sahel souffrent d'une mauvaise gouvernance à presque tous les niveaux. Les gouvernements autoritaires et répressifs ont souvent négligé certaines zones, par exemple le nord du Mali, qui sont devenues des refuges sûrs où le crime organisé et les trafics de toutes sortes se lient aux populations locales et finissent par se substituer aux autorités d'un État faible, souvent achetées par les criminels locaux. L'effondrement du gouvernement libyen, et ses répercussions s'est traduit par la mise en circulation d'armes légères mais aussi d'armes plus sophistiquées (Zoubir, 2012b). L'absence d'institutions politiques, des régimes inefficaces et autoritaires, l'absence de développement, la faiblesse des infrastructures, tout cela a exacerbé les conflits ethniques, comme on le voit clairement au Mali. Cet environnement a été propice à deux évolutions majeures : 1. L'émigration clandestine vers l'Europe, facilitée par les différents réseaux criminels qui ont

surgi dans la région et sur les rives méditerranéennes ; 2. La montée du salafisme et de l'extrémisme violent dans une région réputée pour son islam traditionnel et tolérant.

L'incapacité des États du Sahel à combattre le terrorisme et le trafic de drogue fournit des prétextes aux interventions étrangères sous couvert de sécurité, en particulier de la part des puissances désireuses de contrôler la richesse minière des États du Sahel

L'autre grand facteur qui va certainement contribuer aux conflits dans le Sahel et aux migrations qui vont en découler, c'est le changement climatique. Comme souligné dans une étude récente, la région « est l'un des points chauds du changement climatique. Des schémas météorologiques toujours plus imprévisibles, des sécheresses et des inondations plus fréquentes ainsi que la dégradation des sols menacent les populations en place, dont la survie dépend pour la plupart de l'agriculture. Les chocs environnementaux, l'insécurité, la famine chronique et la malnutrition ont une interdépendance dangereusement symbiotique au Sahel » (OCHA, 2016). Le changement climatique au Sahel va inévitablement avoir des implications socio-économiques et politiques et va par conséquent agir comme « démultiplicateur de menaces », étant donné qu'il va exacerber les contraintes et contradictions qui existent déjà dans les sociétés sahéniennes actuelles, notamment, celles qui sont dépendantes de ressources déclinantes (Safir, 2016). Le changement climatique va avoir des conséquences en matière d'insécurité alimentaire, aggravée par un taux de croissance démographique impressionnant ; les projections estiment que la population du Sahel atteindra plus de 230 millions d'habitants à l'horizon 2050 (ONU, département des Affaires économiques et sociales, division de la Population, 2015). Cette croissance rapide de la population dans des zones pauvres va constituer un défi redoutable pour tous les gouvernements en ce qui concerne l'élimi-

nation de la pauvreté et des disparités, la lutte contre la famine et la malnutrition, l'augmentation de la scolarisation et l'amélioration des structures médicales, ou l'amélioration de la prestation des services de base. La relation entre la sécurité alimentaire et les mouvements migratoires, quelles que soient les nuances à apporter, est un facteur déclencheur des migrations internes ou transfrontalières (Knoll, Rampa, Bizzotto et al. 2017).

Mouvements migratoires : l'échappatoire inévitable

Indéniablement, les conditions socio-économiques, climatiques, démographiques et politiques qui dominent dans la région, associées à un tarissement des ressources, jouent un grand rôle non seulement dans l'instabilité de la région, mais aussi dans le désir qu'ont les jeunes gens – et les moins jeunes – d'émigrer vers l'Europe, en passant pour cela par le désert du Sahara. Au cours des dernières années, on estime que 53 % des réfugiés parvenus en Europe avaient entre 8 et 24 ans ; parmi eux, 80 % sont des hommes (Pauwels et Parkes, 2017). Les rapports indiquent que 106 705 migrants sont arrivés en Europe en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient (OIM, 2015). En 2014, 8 532 Maliens ont émigré en Europe (Murphy, 2014). Il est intéressant de noter que les nouvelles recherches montrent que « la plupart des migrants ayant fait l'objet d'une enquête en Libye courant 2016 ont une éducation de niveau secondaire ou professionnel. 77 % d'entre eux étaient au chômage avant de partir, et 88 % ont indiqué qu'ils ont quitté leur pays pour des raisons économiques » (OIM, 2017).

Ces recherches, ainsi que d'autres, montrent que l'immigration clandestine est un sujet compliqué, d'autant plus que l'origine des migrants n'est pas toujours clairement déterminée, pas plus que leurs motivations (victimes de l'environnement socio-économiques, demandeurs d'asile, réfugiés). Mais quelles que soient leurs motivations, ils partagent tous le même objectif, suivent les mêmes chemins de traversée, et se retrouvent souvent aux mains des mêmes trafiquants qui les exploitent. Le nombre de demandeurs d'asile est en constante augmentation, en dépit des difficultés pour emprunter les voies de passage classiques. De fait, alors que le nombre

de ceux qui empruntent les routes de Méditerranée occidentale a considérablement chuté (moins de 5 000 arrivées en 2014), les routes de la Méditerranée centrale et de la Méditerranée orientale sont devenues plus recherchées. En effet, entre 2015 et 2016, la route de la Méditerranée centrale a vu une augmentation de 16 % des passages (OIM, 2017). Entre 2013 et 2014, la route de la Méditerranée centrale a vu une augmentation de 376 % (Altai Consulting, 2015). Bien que le nombre de migrants qui ont débarqué en Italie soit tombé à 154 000 (moins qu'en 2014), la route de la Méditerranée centrale a subi une pression migratoire intense en 2015 (Frontex, 2015). La même année, cependant, la route de la Méditerranée orientale est devenue de loin la route principale pour les entrées de migrants et de demandeurs d'asile en Europe (GMDAC, 2015) ; la route de la Méditerranée orientale était pour des raisons évidentes la route privilégiée par les Syriens et autres réfugiés de la région. Mais, pour les migrations en provenance de la région Sahara-Sahel, la route de la Méditerranée centrale reste la plus utilisée, même si elle est la plus mortelle – plus de 300 000 personnes ont atteint l'Europe en provenance d'Afrique du Nord après avoir emprunté cette route, depuis la fin 2013 (GMDAC, 2016). De fait, depuis 2014, un décès sur vingt de migrant a eu lieu sur cette route de la Méditerranée centrale. Au cours de la même période, 1 migrant sur 50 ayant tenté la traversée est mort. Cette tendance s'est poursuivie, il y eut encore plus de personnes qui trouvèrent la mort en Méditerranée centrale au cours des cinq premiers mois de 2016 qu'à la même période au cours des années précédentes (GMDAC, 2016). Bien sûr, tout cela est lié à l'Afrique du Nord en général, qui est non seulement le point de départ des émigrants algériens, égyptiens, libanais, marocains et tunisiens (Sánchez-Montijano et Girona-Raventós, 2017), mais aussi le point de transit pour l'émigration africaine vers l'Europe, via le Sahel. Le flux des demandeurs d'asile en Égypte, qui a doublé entre 2011 et 2014 (Altai Consulting, 2015) n'est pas surprenant. La Libye, de son côté, sert de plaque tournante pour le trafic organisé. Sans aucun doute, l'instabilité politique et le quasi chaos en Libye a permis aux trafiquants de tirer profit des conditions et renforcer leur présence, mais également, vraisemblablement, d'attirer les émigrants qui souhaitent se rendre en Europe. L'organisation du trafic ne se traduit pas par

des conditions plus sûres pour la traversée de la mer Méditerranée. Ainsi, en 2015, plus de 5 700 migrants ont péri ou ont disparu pendant leur migration, soit une augmentation d'environ 9 % par rapport à 2014 ; parmi eux, plus de 3 770 sont morts en Méditerranée (GMDAC, 2015).

Le changement climatique au Sahel va inévitablement avoir des implications socio-économiques et politiques et va par conséquent agir comme « démultiplicateur de menaces »

Les États du Sahel servent de pays de transit non seulement pour les migrants sahéliens, (Tchad, Cameroun, Burkina Faso, etc.), mais aussi pour les émigrants d'Afrique subsaharienne (Nigeria). Par exemple, la Mauritanie est le lieu de transit principal des migrants sénégalais (Altai Consulting, 2015). Indiscutablement, l'Europe et l'Afrique du Nord perçoivent toutes deux ces migrations en expansion comme une menace politique, économique et sécuritaire. Pour la première, il est évident que cet afflux représente un danger politique en raison de la montée du populisme de droite. Les personnalités politiques européennes ont du mal à expliquer à leur électorat l'accueil d'énormes quantités de réfugiés à un moment où l'Europe doit surmonter des difficultés économiques. Même si la menace sécuritaire de la part des réfugiés est minime – il n'y a aucune preuve qu'un nombre important de terroristes aient infiltré l'Europe en passant par la voie migratoire – les craintes d'une telle pénétration persistent. Pour les États d'Afrique du Nord, la vague de migrants en provenance de la région Sahel-Sahara est également problématique car un nombre non négligeable de migrants a décidé de rester en Algérie ou en Égypte ; une telle migration représente un fardeau économique difficile à assumer en ces temps de graves défis financiers. De plus, l'exploitation sexuelle et l'exploitation de la main d'œuvre générées par cette migration est une question particulièrement difficile à maîtriser en Europe et en Afrique du Nord. Beaucoup de femmes de migrant, en par-

ticulier en provenance du Nigéria, font l'objet d'un trafic en vue de leur exploitation sexuelle (Altai Consulting, 2015). D'autres sont exploitées comme main d'œuvre. L'existence de marchés aux esclaves dont sont victimes les migrants en route pour la Libye est désormais documentée (IOM, 2017 ; Molenaar et El Kamouni-Janssen, 2017).

Pour les États d'Afrique du Nord, la vague de migrants en provenance de la région Sahel-Sahara est également problématique car un nombre non négligeable de migrants a décidé de rester en Algérie ou en Égypte ; une telle migration représente un fardeau économique difficile à assumer en ces temps de graves défis financiers

La route de la Méditerranée centrale va rester le choix principal des migrants qui passent par le Sahel et par le nord de l'Afrique. Cela est dû principalement à la fermeture de la route de la Méditerranée orientale, rendue possible par d'un côté la signature et la mise en œuvre d'un accord entre l'UE et la Turquie, et de l'autre par la relative perméabilité des frontières libyennes. Cependant, ni la fermeture de la route de la Méditerranée orientale, ni les périls mortels encourus pendant le voyage via la route de la Méditerranée centrale ne vont dissuader les futurs migrants de chercher à faire la traversée vers l'Europe. Les morts incessantes vont soulever des questions politiques et éthiques dans les États situés des deux côtés de la Méditerranée. L'UE a pris de nombreuses initiatives, la plus récente étant le Cadre de Partenariat avec l'UE pour les Migrations (juin 2016), pour trouver des solutions aux migrations clandestines. Elles comportent des dispositions comme la réinstallation des migrants, des actions militaires contre les réseaux et les navires des trafiquants mais également le lancement d'un « am-

bitieux plan d'investissement extérieur afin de contribuer à ouvrir des perspectives et à combattre les causes profondes des migrations » et pour « accroître notre soutien financier et opérationnel, et investir dans le développement économique et social à long terme, la sécurité, l'État de droit et les droits de l'homme, améliorer la vie des populations et nous attaquer aux causes de la migration », (Commission européenne, 2016). Le plan consiste à « rechercher des partenariats avec les principaux pays tiers d'origine et de transit » et à initier de nouveaux accords, appelés « pactes », avec les États sahéliens, comme le Niger, le Nigéria, le Sénégal, le Mali et l'Éthiopie. L'UE souhaite aussi étendre ses engagements avec la Tunisie et la Libye.

Être conscient du lien qui existe entre d'une part le déficit de développement et d'autre part la sécurité et les migrations est un premier pas positif pour tenter de résoudre les nombreux défis auxquels est confronté le Sahel. Cependant, augmenter « les subventions destinées à lutter contre les causes profondes de l'immigration clandestine et des déplacements forcés » restera certainement insuffisant² tant que l'UE continue à établir des partenariats avec des « pays tiers clés » qui ont une grande responsabilité dans le sous-développement persistant. Travailler avec les régimes autoritaires, répressifs et corrompus de la région Sahel-Afrique du Nord, sans un minimum de conditions à faire respecter et l'assurance vérifiable de la mise en œuvre d'une bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme, ne permettra pas de repousser les vagues d'émigration ou d'extrémisme violent. Pire encore, les autorités publiques, comme au Mali, sont soit complices de l'émigration, par exemple en laissant les migrants passer librement en échange du paiement d'un péage sur des barrages routiers, ou en leur fournissant de faux passeports, ou en les laissant sans défense face au trafic d'êtres humains » (Molenaar et Van Damme, 2017). De plus, certains États de l'UE doivent reconnaître leur responsabilité dans l'aggravation des conditions de vie au Sahel et dans les pays voisins, à cause des interventions militaires et/ou de la collusion entre des pays européens et leurs multinationales au comportement corrompu et abusif dans ces États. Enfin, et ce n'est pas ce qui compte

² En décembre 2016, l'UE annonçait le lancement de 28 mesures destinées à traiter les causes profondes de l'émigration illégale dans le Sahel et dans le bassin du lac Tchad, pour un montant total de 381 millions d'euros. http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-16-4348_en.pdf

le moins, la coopération avec le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale, mais inefficace face à toute initiative pour restaurer l'ordre et la stabilité, n'engendrera aucune stabilité ni dans ce pays ni dans toute la région Sahel-Afrique du Nord.

Instabilité et extrémisme violent au Sahel

La montée d'un extrémisme violent n'est pas le fruit du hasard ; son émergence et les défis sécuritaires qu'il représente sont liés aux dynamiques politiques et socio-économiques qui évoluent dans chaque État. La corrélation entre l'extrémisme violent et l'environnement interne socio-économique et politique est indiscutable, que ce soit en Afrique du Nord (Zoubir, 2017), au Sahel (ICG, 2015) ou ailleurs. L'incapacité des États fragiles du Sahel à contrôler certaines parties de leurs territoires, associée aux conditions énumérées plus haut, laisse la possibilité à des "sanctuaires" ou des espaces hors du contrôle gouvernemental de s'instaurer, dans lesquels les OEV et les groupes criminels peuvent opérer sans contrainte. Au Sahel, les OEV se sont substituées aux autorités publiques et fournissent souvent des services de base aux communautés locales qui vivent dans la pauvreté. Les revenus engendrés par les activités illicites permettent aux OEV et à leurs alliés d'instaurer un nouveau type de gouvernance qui échappe au contrôle de l'État, comme cela est arrivé au nord du Mali ou au nord-est du Niger, par exemple. Il n'est pas étonnant que les « routes ancestrales du commerce et des migrations entre les communautés du Sahel et celles du Sahara soient souvent utilisées pour le trafic de drogue, de migrants, ou de produits illicites, et occupent l'espace laissé par les conflits, la gouvernance faible et l'absence de coopération transfrontalière » (OCHA, 2016). Ce lucratif commerce illégal donne lieu à des batailles souvent féroces et violentes pour le contrôle de ces routes de trafic. Il se traduit également par une corruption officielle où l'on voit les gouvernements utiliser le crime organisé comme ressource politique permettant à leurs alliés

de bénéficier des activités illégales (Lacher, 2012). En outre, le lien entre les OEV et les trafiquants, bien que réel, est souvent exagéré car il ne prend pas en compte la dimension religieuse de certaines de ces OEV totalement opposées à la consommation et à la diffusion des drogues³.

Les conditions de marginalisation et le désenchantement chez les jeunes du Sahel sont tels que ceux qui ne peuvent pas émigrer pour trouver une vie meilleure – parce qu'ils ne peuvent pas payer les prix exorbitants exigés par les passeurs –, finissent par rejoindre les groupes criminels ou les OEV pour pouvoir survivre. En résumé, la désillusion envers l'état laïc, nourrie par le manque d'éducation et de travail, peut conduire à la radicalisation dont les organisations islamistes ou mêmes les groupes djihadistes violents sont les vecteurs (ICG, 2015). Dans cet environnement, l'idéologie salafiste se substitue à l'islam soufi tolérant traditionnellement pratiqué dans la région.

La toile d'araignée des OEV du Sahel est si complexe qu'il est difficile de décrire avec précision qui est qui et qui fait quoi et qui est allié avec qui ; ceci s'explique par le fait que des changements d'alliance ont lieu régulièrement. Par exemple, le fameux émir Mokhtar Belmokhtar (MBM) a rompu avec Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) en 2012, puis a fusionné sa propre organisation avec le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), donnant naissance à la puissante organisation salafiste et djihadiste al-Mourabitoun (Almoravides), dont le premier objectif est de restaurer l'unité et la suprématie perdue de la dynastie des Almoravides, qui a régné pendant des siècles sur cette région. En décembre 2015, l'organisation s'est de nouveau associée avec l'AQMI. Ce qui est notable, c'est que l'AQMI et ses affiliés ont la capacité de tisser des relations étroites avec les populations locales délaissées, Touaregs, Arabes bérabiches, et autres communautés ethniques du nord du Mali, auxquelles ils procurent des fonds et un semblant de gouvernance. Une pléthore de cellules et de brigades relativement autonomes, la plupart liées à l'AQMI, opèrent dans le

³ D'après les entretiens que j'ai eus avec des responsables de la sécurité et des journalistes, les trafiquants de drogue paient pour le droit de passage et la protection, mais les OEV en général n'autorisent pas les drogues à être vendues sur place. On ne peut pas en dire autant des responsables gouvernementaux corrompus.

⁴ Parmi ces brigades, citons : Yusaf Ibn Tashfin, Al-Ansar, Al-Furkàn, Tariq Ibn Ziyad, entre autres. Pour une information plus détaillée, voir : MÉMIER, M. « AQMI et al-Mourabitoun-Le djihad sahélien réuniifié ? », *Études de l'Ifri*, janvier 2017, www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/der.memier_aqmi-al-mourabitoun_fr_2017.compressed_0.pdf

Sahel⁴. Un des alliés les plus importants de l'AQMI est le groupe touareg Ansar-ed-Dine, dont les troupes avaient commencé à marcher vers Bamako en 2013 avant d'être arrêtées par une intervention française. Un groupe dissident de l'alliance AQMI/Al-Mourabitoun a fait allégeance à l'EI pour devenir en 2016 l'État islamique du Grand Sahara (EIGS) dirigé par Adnan Abu Walid Sahraoui (Warner, 2017).

Tous ces groupes, quelle que soit leur ligne religieuse et idéologique, opèrent dans un environnement compliqué. L'AQMI et les affiliés de l'EI posent chacun de véritables problèmes, en particulier à travers les attaques contre les personnels des Nations Unies, les civils innocents, et les troupes maliennes et françaises. Ils ont aussi lancé des attaques dans d'autres zones au Burkina Faso, au Niger, et partout où l'intervention française au Mali a réussi à affaiblir les groupes mais pas à les éradiquer. Tout ce qu'a réussi l'intervention, c'est de tuer quelques leaders locaux et de disperser les groupes, mais les causes profondes qui ont présidé à la naissance de ces groupes existent toujours. Au Mali, l'échec de la mise en œuvre d'un règlement de paix (accords d'Alger) a empiré les conditions de vie pour les civils, coincés entre différents groupes. Leur seul choix est de prêter allégeance soit aux groupes djihadistes, soit aux militaires maliens dont la brutalité n'a fait que compliquer encore davantage la situation (Sonner et Dietrich, 2015).

Les politiques de sécurisation et les interventions militaires n'apporteront pas de solution aux nombreux problèmes que connaît le Sahel. Que l'UE se soit rendue compte du lien inévitable entre le binôme sécurité/migration et le développement, et qu'elle veuille agir en conséquence à travers des programmes de développement est louable mais non suffisant. Quelques centaines de millions d'euros pour financer quelques programmes ne sont pas suffisants. Il faut absolument traiter les causes réelles de l'environnement actuel. L'une d'elle est le chômage et la marginalisation. Par conséquent, s'attaquer à ce problème à travers de vrais programmes de développement est vital pour la sécurité de la région Sahel-Afrique du Nord et de l'Europe. L'UE doit comprendre que soutenir des gouvernements répressifs qui agissent en son nom pour sa sécurité apportera encore plus d'insécurité.

Références

- AFRICA ECONOMIC OUTLOOK/PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE *Perspectives macro-économiques africaines* 2017 www.africaneconomicoutlook.org/fr/vue-d-ensemble/perspectives-macroeconomiques
- ALTAI CONSULTING. *Migration Trends across the Mediterranean: Connecting the Dots*, 2015. [www.altaiconsulting.com/insights/migration-trends-across-the-mediterranean-connecting-the-dots/](http://altaiconsulting.com/insights/migration-trends-across-the-mediterranean-connecting-the-dots/)
- COMMISSION EUROPÉENNE. *La commission annonce un nouveau cadre pour les partenariats de migration : une coopération renforcée avec les pays tiers pour mieux gérer les migrations*, Strasbourg, 7 juin 2016. http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-2072_fr.htm
- FRONTEX. *Central Mediterranean Route*, 2015. <http://frontex.europa.eu/trends-and-routes/central-mediterranean-route/>
- GLOBAL MIGRATION DATA ANALYSIS CENTER (GMDAC, en français Centre d'analyse des données migratoires mondiales). *The Central Mediterranean route: Deadlier than ever*. N° 3, juin 2016, https://publications.iom.int/system/files/pdf/gmdac_data_briefing_series_issue3.pdf.
- GMDAC *Global Migration Trends 2015 Factsheet*. 2015 <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Global-Migration-Trends-2015-Factsheet.pdf>
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP. *The Central Sahel: A Perfect Sandstorm, the Middle East or in sub-Saharan Africa*, 2015. www.crisisgroup.org/africa/west-africa/niger/central-sahel-perfect-sandstorm.
- IOM-OIM (ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS). *L'OIM découvre des marchés aux esclaves qui mettent en péril la vie des migrants en Afrique du Nord*, 2017 www.iom.int/fr/news/loim-decouvre-des-marches-aux-esclaves-qui-mettent-en-peril-la-vie-des-migrants-en-afrique-du
- IOM-OIM. *Libya 2016, Migration Profiles & Trends*, 2017. http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DTM%20-%20Libya%202016%20Migration%20Profiles%20%26%20Trends%20%5Bweb%5D_0.pdf
- IOM-OIM. *Number of Migrants Landing in Europe in 2015 Passes 100,000*. 6 novembre 2015. <http://>

- weblog.iom.int/number-migrants-landing-europe-2015-passes-100000
- KNOLL, Anna ; RAMPÀ, Francesco ; BIZZOTTO, Paulina et al. « The nexus between food and nutrition security, and migration: Clarifying the debate and charting a way forward », *ECDPM Discussion Paper* n° 212, mai 2017, www.ecdpm.org/dp212.
- LACHER, Wolfram. « Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region », *Carnegie Paper* 13 septembre 2012. <http://carnegieendowment.org/2012/09/13/organized-crime-and-conflict-in-sahel-sahara-region-pub-49360>
- LAURENT, Samuel. *Sahelistan-De la Libye au Mali. Au cœur du nouveau Jihad*. Paris : Seuil, 2013.
- MOLENAAR, Fransje et VAN DAMME. « Thibault. Irregular migration and human smuggling networks in Mali ». *Clingendael CRU Report*. Février 2017, www.clingendael.nl/sites/default/files/irregular_migration_and_human_smuggling_networks_in_mali.pdf
- MOLENAAR, Fransje et EL KAMOUNI-JANSSEN, Floor. *Turning the tide. The politics of irregular migration in the Sahel and Libya*. Clingendael. Février 2017. www.clingendael.nl/publication/turning-tide, 46-47
- MURPHY, T. Craig. *The Khartoum Process: EU-AU Cooperate to Combat Human Trafficking in the Horn of Africa*. IOM, 28 octobre 2014. <http://weblog.iom.int/khartoum-process-eu-au-cooperate-combat-human-trafficking-horn-africa>
- NATIONS UNIES, DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES, DIVISION DE LA POPULATION (en anglais uniquement), *World Population Prospects, Key findings and advance tables, 2015 Revision*, https://esa.un.org/unpd/wpp/publications/files/key_findings_wpp_2015.pdf
- NATIONS UNIES – PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD). *Rapport sur le développement humain 2016 – Le développement humain pour tout le monde*. 2016 www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hdr/2016-human-development-report.html
- NATIONS UNIES – BUREAU DE LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA/ BCHA) *The Sahel: Converging Challenges, Compounding Risks, A Region Under High Pressure*, 2016, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/sahel_info_sheet_052016.pdf
- PAUWELS, Annelies and PARKES, Roderick. « The refugee-development nexus ». *EUISS Brief* n° 2. 8 février 2017. www.iss.europa.eu/uploads/media/Brief_2_Refugee-development_nexus.pdf
- SAFIR, Nadji. « Enjeux migratoires régionaux et perspectives : le nouveau contexte sub-saharienne (1^{ère} partie) », 1^{er} avril 2017. *Le Soir d'Algérie*, www.lesoirdalgerie.com/articles/2017/04/01/article.php?sid=211556&cid=41
- SAFIR, Nadji. « Nouveaux enjeux migratoires régionaux. Nouveau contexte sahélien et perspective (2^e partie et fin) », 2 avril 2017. *Le Soir d'Algérie*, www.lesoirdalgerie.com/articles/2017/04/02/article.php?sid=211608&cid=41
- SÁNCHEZ-MONTUJANO, Elena et GIRONA-RAVENTÓS, Marina. « Arab Mediterranean Youth Migration. Who Wants To Leave, And Why? », *Euromesco Brief* 73, 16 mars 2017. www.euromesco.net/images/briefs/euromesco%20policy%20brief73.pdf
- SONNER, Heather et DIETRICH, Kyle. *Fending for Ourselves: The Civilian Impact of Mali's Three-Year Conflict*, Center for Civilians in Conflict. United States, 2015. http://civiliansinconflict.org/uploads/files/publications/Civilian_Impact_of_Mali_3-Year_Conflict_small.pdf
- WARNER, Jason. « Sub-Saharan Africa's Three "New" Islamic State Affiliates ». *CTC Sentinel* janvier 2017, www.ctc.usma.edu/v2/wp-content/uploads/2017/01/CTC-Sentinel_Vol9Iss1119.pdf
- ZOUBIR, Yahia. « Security Challenges in the Maghreb: The Nexus between Bad Governance and Violent Extremism ». *EuroMeSCo Brief* 70, 28 February 2017. www.euromesco.net/images/briefs/brief70.pdf
- ZOUBIR, Yahia. « The Sahara-Sahel Quagmire: Regional and International Ramifications », *Mediterranean Politics*, 17:3, 2012a, p. 452 à 458
- ZOUBIR, Yahia. « The Libya Spawn, What the Dictator's Demise Unleashed in the Middle East ». *Foreign Affairs*, juillet 2012b, à consulter sur : www.foreignaffairs.com/articles/137796/yahia-h-zoubir/qaddafis-spawn.